

2030.lu en toute transparence

L'initiative citoyenne, qui prône le débat public en toute transparence, a dressé hier un bilan intermédiaire des activités de sa plateforme participative.

L'initiative «2030.lu-Ambition pour le futur» a dressé hier un bilan intermédiaire positif de son projet citoyen qui veut permettre au grand public notamment au travers d'une plateforme internet d'élaborer des idées pour construire un avenir durable pour le pays.

De notre journaliste
Delphine Dard

Si derrière 2030.lu lancée en mars dernier, on peut trouver l'UEL et le soutien logistique de la Chambre de commerce, l'initiative s'est présentée depuis le début comme étant totalement indépendante, transparente et ouverte à tous.

Partant d'un sondage dans lequel deux tiers des répondants ont souligné que, pour eux, le Grand-Duché

est toujours en crise, l'initiative avait l'ambition dès sa création en mars dernier de répondre à l'envie d'un nombre croissant de citoyens de s'impliquer pour faire avancer le Luxembourg et pour s'attaquer ensemble aux grands défis de l'avenir.

«2030.lu-Ambition pour le futur» veut permettre d'élaborer une vision stratégique du pays autour de thèmes majeurs que sont l'éducation, l'innovation, l'entrepreneuriat, l'intégration, l'énergie, l'environnement, les infrastructures, la productivité ou encore la création de richesses.

Près de quatre mois après son lancement, la plateforme de réflexion de 2030.lu a enregistré plus de 21 300 visites sur son site et a reçu près de 300 idées.

Étant bien consciente qu'elle pouvait être accusée d'une certaine col-

lusion avec des intérêts économiques patronaux dès le départ, l'initiative a tout fait depuis le début pour assurer une transparence totale. Ainsi, aucune des idées émises n'a été censurée, hormis bien entendu des commentaires pouvant avoir un caractère raciste ou discriminant.

«Ce sont les utilisateurs qui votent pour les idées mises en ligne. Ainsi se retrouvent en tête celles qui ont reçu le plus de votes positifs, ce qui assure une transparence totale», soulignait hier à l'heure du premier bilan Marc Wagener, coordinateur général de l'initiative.

Alors que toutes les contributions sont archivées et traçables toujours dans un souci de transparence, celui qui est aussi économiste à la Chambre de commerce estime que

ce système a évité que le site ne serve de défouloir à des personnes qui n'auraient souhaité déposer qu'une certaine frustration contre-productive sur le site.

Pour tous ceux qui verraient encore derrière l'initiative une forme de lobbying caché de la Chambre de commerce, Patrick Ernzer, responsable de la communication de l'institution, a pour sa part précisé que «la Chambre de commerce a largement les moyens d'assurer son propre lobbying avec ses moyens et aurait été mal avisée de se servir de l'initiative pour avancer ses idées de manière cachée».

➤ Un calendrier qui pourrait être bouleversé

Les promoteurs de l'initiative se sont aussi assurés de leur indépendance et d'une certaine objectivité en invitant lors des conférences-débats qu'ils ont organisées des intervenants qui avaient aussi été parfois les promoteurs d'idées opposées à celles que l'on pourrait attribuer à la Chambre de commerce.

Dans le détail, ce sont les thèmes du vivre ensemble, de l'éducation, des infrastructures et de la mobilité qui ont le plus suscité le débat sur le site.

Le premier bilan de l'initiative est donc jugé positif et plus particulièrement car 2030.lu estime avoir réussi à intéresser les jeunes au débat, ce qui n'était pas gagné d'avance.

L'initiative a toujours prévu de publier un livre à l'automne rassemblant les 300 contributions ayant recueilli le plus de votes. Elle compte également en tirer un manifeste de deux pages qui sera publié pour faire un bilan définitif.

Toutefois, la plateforme citoyenne, qui n'a en revanche jamais caché son intention de permettre aux citoyens de mieux se forger une opinion sur la vie du pays et ainsi mieux intervenir dans le débat public et donc politique, pourrait modifier son calendrier et en accélérer les échéances si aujourd'hui le pays devait se diriger vers des élections législatives anticipées. Car si les initiatives citoyennes de démocratie participative 2.0 connaissent un succès grandissant un peu partout en Europe et au-delà, c'est aussi car les citoyens voient en ces outils des moyens de se réconcilier avec une vie politique qu'ils jugent parfois trop lointaine.

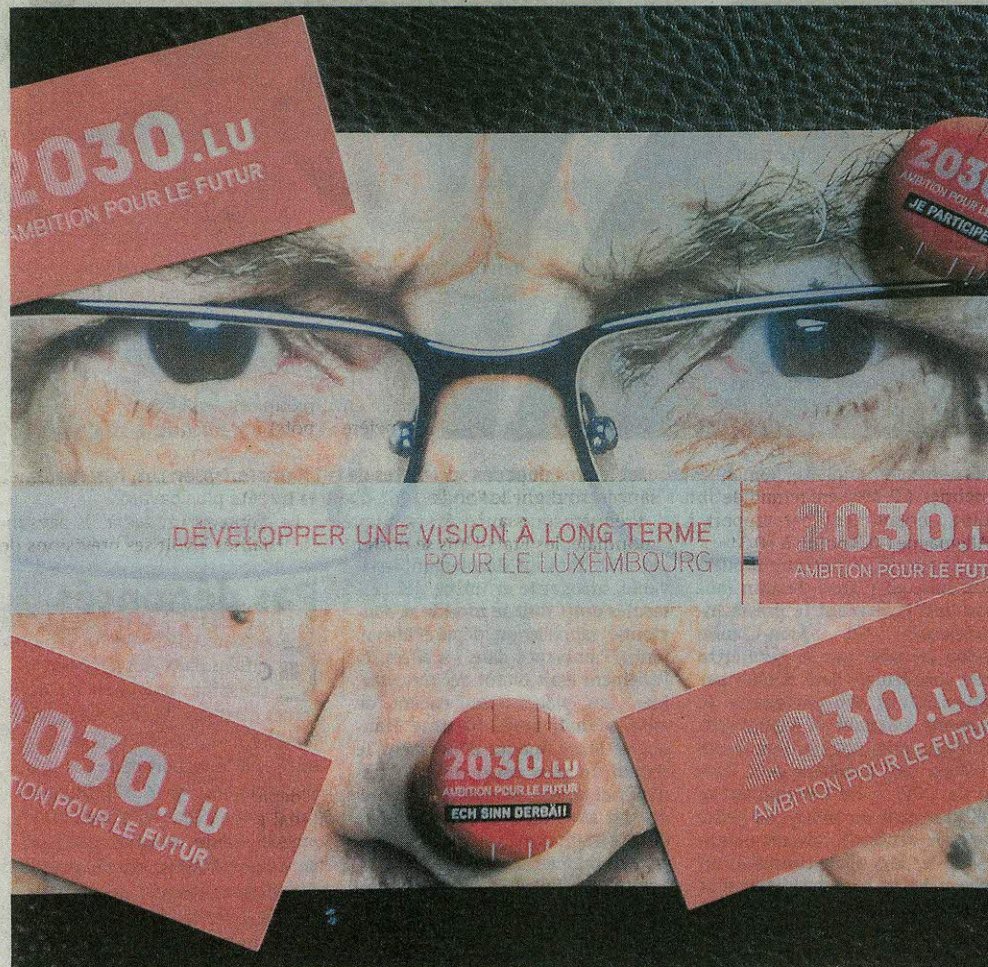


Photo : François aussemers

L'initiative a toujours prévu de publier un livre à l'automne rassemblant les 300 idées les plus populaires.